



Travailler plus pour augmenter le taux d'activité des séniors et sauver les retraites voilà le slogan du gouvernement. En réalité, le vrai discours .c'est une réforme pour financer les baisses d'impôts des multinationales, présentées au conseil européen de juillet dernier.

Le COR (conseil d'orientation des retraites) indique dans son rapport, que les dépenses retraites sont stabilisées voire orientées à la baisse. En effet, sans réforme nouvelle, la loi Touraine va faire reculer l'âge de départ à la retraite. De plus, les pensions baissent en taux de remplacement, notamment du fait de l'accroissement de versements de primes.

On constate également que l'espérance de durée de retraite rebrousse, avec une année de retraite perdue par rapport à une personne partie il y a 10 ans.

Il est probable qu'un déficit apparaisse sans mettre en péril le régime. Il existe des leviers pour l'annihiler, l'âge de départ, le niveau de pension ou l'augmentation des cotisations. Pour éviter un déficit en 2040, il faudrait augmenter de 0.15 point la cotisation annuelle

3 raisons sont invoquées par le gouvernement pour sa réforme. Une, il faut la faire pour sauver les retraites. Deux, il faut réformer le marché du travail, accroître la concurrence entre les personnels, pour augmenter l'emploi mais aussi limiter l'augmentation des salaires. Trois, le gouvernement a pris des engagements vis-à-vis de l'Union Européenne, avec moins de prélèvements obligatoires, moins de dépenses publiques (ex taxe habitation, ISF), et la baisse des impôts de production dès 2023. Cette baisse représente environ 10 milliards de recette/an. C'est à peu près le prix à payer pour la réforme des retraites envisagée.

Travailler plus alors que la moitié des personnes prenant la retraite n'est plus en emploi, (chômage, RSA, invalidité maladie, inactivité) ? En réalité, le vrai discours .c'est une réforme pour financer les baisses d'impôts des multinationales, présentées au conseil européen de juillet dernier.

**Le SNU est opposé à ces vellétés mortifères.
Le SNU est prêt à combattre toutes régressions**

Montpellier-Toulouse, le 27 octobre 2022